

Art. 14. La parole est donnée en dernier lieu au requérant et à son conseil.

Art. 15. La chambre peut, conformément à l'article 296 du statut, commander des enquêtes complémentaires. La chambre décide de procéder à :

§ 1^{er}. des devoirs d'enquête en demandant des informations complémentaires à l'autorité. Elle peut décider de déléguer un ou plusieurs membre(s) pour récolter des informations;

§ 2. des auditions de témoins qui déposent sur l'honneur et dont les témoignages sont retranscrits lors de l'audience. La transcription doit en outre être signée par les parties, leurs avocats le cas échéant, le président et le greffier.

Art. 16. Le greffier dresse le procès-verbal de la séance et tient une liste des présences.

Art. 17. La chambre délibère en l'absence du requérant et de son conseil et de l'agent qui défend la position de l'autorité.

Elle juge de la recevabilité de la requête et du bien-fondé de celle-ci.

Art. 18. L'avis de la chambre de recours, comme la décision visée à l'article 15, est pris à la majorité des voix des assesseurs et du président.

En cas de partage des voix, l'avis est considéré comme favorable au requérant.

Le vote est secret.

Art. 19. L'avis est motivé et signé par le président de la chambre et le greffier.

Il mentionne par combien de voix, pour ou contre, le vote a été acquis.

Art. 20. Le greffier envoie l'avis et le dossier complet à l'autorité désignée à l'article 306, § 1^{er} à § 3 du statut et qui est compétente pour prononcer la sanction disciplinaire à la suite du recours.

Bruxelles, le 4 novembre 2003.

Le Président,
M. HELPENS

Le Greffier,
A. DE MOERLOOSE

Art. 14. Het laatste woord wordt gegeven aan de verzoeker en zijn raadsman.

Art. 15. De raad kan, overeenkomstig artikel 296 van het statuut, bijkomende onderzoeken eisen. De raad beslist over te gaan tot :

§ 1. onderzoekstaken door bijkomende inlichtingen op te vragen bij de overheid. Zij kan beslissen één of meerdere lid (leden) af te vaardigen om inlichtingen te verzamelen;

§ 2. het verhoor van getuigen die verklaringen op erewoord afleggen en van wier getuigenissen een afschrift wordt gemaakt tijdens de zitting. Het afschrift moet bovendien worden ondertekend door de partijen, eventueel hun advocaten, de voorzitter en de griffier.

Art. 16. De griffier stelt het proces-verbaal van de zitting op en houdt een aanwezigheidslijst bij.

Art. 17. De raad beraadslaagt in afwezigheid van de verzoeker en zijn raadsman en van de ambtenaar die het standpunt van de overheid verdedigt.

Hij oordeelt over de ontvankelijkheid en de grondheid van het verzoek.

Art. 18. Het advies van de raad van beroep, zoals de in artikel 15 bedoeld beslissing, wordt genomen met meerderheid van stemmen van de assessoren en van de voorzitter.

Bij staking van stemmen, wordt het advies gunstig geacht voor de verzoeker.

De stemming is geheim.

Art. 19. Het advies wordt met redenen omkleed en ondertekend door de voorzitter van de raad en de griffier.

Hij vermeldt met hoeveel stemmen, voor of tegen, de stemming werd bereikt.

Art. 20. De griffier stuurt het advies en het volledige dossier naar de in artikel 306, § 1 tot § 3, van het statuut bepaalde overheid, die bevoegd is om de tuchtstraf na het beroep uit te spreken.

Brussel, 4 november 2003.

De Voorzitter,
M. HELPENS

De Griffier,
E. BOOMPUTTE

**MINISTÈRE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**
[C – 2003/31542]

**Règlement d'ordre intérieur de la chambre de recours
du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale**

1. De l'introduction du recours et du greffe

Article 1^{er}. La chambre de recours instituée par l'article 285, 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale (ci-après dénommé « statut ») a son siège au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale (ci-après dénommé « ministère »).

Art. 2. Le greffe est établi au ministère, au City Center, boulevard du Jardin Botanique 20, 1035 Bruxelles.

Art. 3. Le recours est à adresser au greffe par lettre recommandée à l'adresse reprise à l'article 2.

Le greffier délivre un accusé de réception et inscrit le recours dans un registre à ce destiné.

Il en avise le président ainsi que l'autorité qui a pris la décision contestée par lettre recommandée.

Cette autorité est invitée à transmettre le dossier complet au greffier dans un délai de huit jours ouvrables à partir de cet envoi.

Art. 4. Le dossier contient au moins les pièces suivantes :

- un inventaire des pièces;
- la décision contestée;
- la requête introductory;
- le dossier disciplinaire.

**MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

[C – 2003/31542]

**Huishoudelijk reglement van de raad van beroep
van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest**

1. De indiening van het beroep en de griffie

Artikel 1. De raad van beroep ingesteld bij artikel 285, 1^{er}; van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (hierna « statuut » genoemd) zetelt in het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (hierna « ministerie » genoemd).

Art. 2. De griffie is gevestigd in het ministerie, City Center, Kruidtuinlaan 20, 1035 Brussel.

Art. 3. Het beroep wordt per aangetekende brief gericht aan de griffie op het in artikel 2 vermelde adres.

De griffier overhandigt een ontvangstbewijs en noteert het beroep in een daartoe bestemd register.

Hij brengt de voorzitter en de overheid die de betwiste beslissing heeft genomen per aangetekende brief op de hoogte.

Deze overheid wordt verzocht het volledige dossier te richten aan de griffier binnen een termijn van acht werkdagen vanaf deze verzending.

Art. 4. Het dossier bevat minstens de volgende stukken :

- een inventaris van de stukken;
- de betwiste beslissing;
- het ingediende verzoekschrift;
- het tuchtdossier.

Art. 5. Le greffier est chargé de la tenue du registre ainsi que de l'inventaire et de la conservation des pièces et des archives.

Il délivre des extraits et des copies des documents émanant de la chambre.

2. De la fixation et des convocations

Art. 6. Le président fixe l'affaire à l'ordre du jour dans le délai prévu par le statut.

Art. 7. Le greffier envoie les lettres de convocation au président, au requérant, aux membres effectifs et suppléants de la chambre au moins sept jours ouvrables avant la date de l'audience.

Art. 8. La lettre de convocation est envoyée au requérant par lettre recommandée.

La lettre de convocation contient la liste des représentants de l'autorité et des représentants des organisations syndicales représentatives.

Art. 9. En cas d'empêchement les membres effectifs prennent contact avec leurs suppléants au plus tard trois jours avant la date de l'audience afin d'organiser leur remplacement. Les membres effectifs en informeront le greffier (éventuellement par téléphone).

Art. 10. Le requérant peut, récuser les assesseurs jusqu'à l'ouverture de la première séance de la chambre.

Art. 11. Dès l'envoi de la convocation, le greffier tient à la disposition des parties et des membres de la chambre une copie du dossier de procédure. Cette copie leur sera remise uniquement pour les exigences de l'affaire et à titre confidentiel et contre un accusé de réception.

3. Des séances et du vote

Art. 12. Le président ouvre et clôture les réunions de la chambre.

Il décide de l'ordre dans lequel les affaires sont traitées.

Il vérifie que le quorum des présences ainsi que la composition de la chambre est conforme aux articles 286, §1^{er}, 1^o, et 297 du statut.

Le président mène les débats et veille au bon ordre de la séance.

Art. 13. La position de l'autorité qui est à l'origine de la décision contestée est défendue par un agent qui a été désigné à cet effet.

Art. 14. La parole est donnée en dernier lieu au requérant et à son conseil.

Art. 15. La chambre peut, conformément à l'article 291 du statut, commander des enquêtes complémentaires. La chambre décide de procéder à :

§ 1^{er}. des devoirs d'enquête en demandant des informations complémentaires à l'autorité. Elle peut décider de déléguer un ou plusieurs membre(s) pour récolter des informations;

§ 2. des auditions de témoins qui déposent sur l'honneur et dont les témoignages sont retranscrits lors de l'audience. La retranscription doit en outre être signée par les parties, leurs avocats le cas échéant, le président et le greffier.

Art. 16. Le greffier dresse le procès-verbal de la séance et tient une liste des présences.

Art. 17. La chambre délibère en l'absence du requérant et de son conseil et de l'agent qui défend la position de l'autorité.

Elle juge de la recevabilité de la requête et du bien-fondé de celle-ci.

Art. 18. L'avis de la chambre de recours, comme la décision visée à l'article 15, est pris à la majorité des voix des assesseurs et du président.

En cas de partage des voix, l'avis est considéré comme favorable au requérant.

Le vote est secret.

Art. 19. L'avis est motivé et signé par le président de la chambre et le greffier.

Il mentionne par combien de voix, pour ou contre, le vote a été acquis.

Art. 20. Le greffier envoie l'avis et le dossier complet à l'autorité désignée à l'article 301 du statut et qui est compétente pour prononcer la sanction disciplinaire à la suite du recours.

Bruxelles, le 4 novembre 2003.

Le Président,
M. HELPENS
Le Greffier,
A. DE MOERLOOSE

Art. 5. De griffier is belast met het houden van het register evenals met de inventarisatie en de bewaring van de stukken en de archieven.

Hij overhandigt van de raad uitgaande uittreksels en afschriften.

2. De plaatsing op de agenda en de oproepen

Art. 6. De voorzitter plaatst de zaak op de agenda binnen de door het statuut bepaalde termijn.

Art. 7. De griffier verstuurt de oproepingsbrieven naar de voorzitter, de verzoeker, de gewone en plaatsvervangende leden van de raad minstens zeven werkdagen vóór de datum van de zitting.

Art. 8. De oproepingsbrief wordt per aangetekende brief verstuurd naar de verzoeker.

De oproepingsbrief bevat de lijst met de vertegenwoordigers van de overheid en van de representatieve vakorganisaties.

Art. 9. Bij verhindering nemen de gewone leden contact op met hun plaatsvervangers ten laatste drie dagen vóór de datum van de zitting om hun vervanging te regelen. De gewone leden brengen hiervan de griffier op de hoogte (eventueel telefonisch).

Art. 10. De verzoeker kan de assessoren wraken tot aan de opening van de eerste zitting van de raad.

Art. 11. Vanaf het versturen van de oproeping houdt de griffier een kopie van het proceduredossier ter beschikking van de partijen en de leden van de raad van beroep. De kopie wordt hen uitsluitend ten behoeve van de zaak overhandigd, ter vertrouwelijke titel en tegen een ontvangstbewijs.

3. Zitting en stemming

Art. 12. De voorzitter opent en sluit de vergaderingen van de raad.

Hij bepaalt de volgorde waarin de zaken worden behandeld.

Hij gaat het quorum van de aanwezigheden na evenals de samenstelling van de commissie, overeenkomstig artikelen 286, § 1, 1^o, en 297 van het statuut.

De voorzitter leidt de debatten en waakt over het verloop van de zitting.

Art. 13. Het standpunt van de overheid dat aan de basis ligt van de betwiste beslissing, wordt verdedigd door een daartoe aangewezen ambtenaar.

Art. 14. Het laatste woord wordt gegeven aan de verzoeker en zijn raadsman.

Art. 15. De raad kan, overeenkomstig artikel 291 van het statuut, bijkomende onderzoeken eisen. De raad beslist over te gaan tot :

§ 1. onderzoekstaken door bijkomende inlichtingen op te vragen bij de overheid. Zij kan beslissen een of meerdere lid (leden) af te vaardigen om inlichtingen te verzamelen;

§ 2. het verhoor van getuigen die verklaringen op erewoord afleggen en van wier getuigenissen een afschrift wordt gemaakt tijdens de zitting. Het afschrift moet bovendien worden ondertekend door de partijen, eventueel hun advocaten, de voorzitter en de griffier.

Art. 16. De griffier stelt het proces-verbaal van de zitting op en houdt een aanwezigheidslijst bij.

Art. 17. De raad beraadslaagt in afwezigheid van de verzoeker en zijn raadsman en van de ambtenaar die het standpunt van de overheid verdedigt.

Hij oordeelt over de ontvankelijkheid en de grondheid van het verzoek.

Art. 18. Het advies van de raad van beroep, zoals de in artikel 15 bedoeld beslissing, wordt genomen met meerderheid van stemmen van de assessoren en van de voorzitter.

Bij staking van stemmen, wordt het advies gunstig geacht voor de verzoeker.

De stemming is geheim.

Art. 19. Het advies wordt met redenen omkleed en ondertekend door de voorzitter van de raad en de griffier.

Hij vermeldt met hoeveel stemmen, voor of tegen, de stemming werd bereikt.

Art. 20. De griffier stuurt het advies en het volledige dossier naar de in artikel 301 van het statuut bepaalde overheid, die bevoegd is om de tuchtstraf na het beroep uit te spreken.

Brussel, 4 november 2003.

De Voorzitter,
M. HELPENS
De Griffier,
E. BOOMPUTTE